

DÉCEMBRE 2009

Pages 2-3-4

ACTUALITÉS DU MONDE

Afrique

Processus électoraux

Amérique latine

Elections au Chili

Asie

Barak Obama en Asie orientale

Europe

Impasse politique en Roumanie

Congrès du Parti communiste
d'Espagne

Page 5

FOCUS

Copenhague et ses incidences
géopolitiques

Page 6

ACTIVITÉ DES
RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 7-8

REGARD sur la Palestine

La délégation des femmes
De retour de Gaza

Palestine : quelle est la question ?

Un an après les 1400 morts (dont une majorité de civils) sous les bombes israéliennes à Gaza, nul ne peut faire comme si rien ne s'était passé, comme si on pouvait tranquillement continuer comme avant... surtout après qu'un rapport officiel de l'ONU – sans épargner les tirs du Hamas – qualifie ces bombardements de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité.

L'Union européenne s'est contentée trop longtemps de suivre Washington pas à pas et d'approuver un envoyé spécial du Quartet, Tony Blair, qui n'a strictement rien fait. L'UE semble aujourd'hui avoir saisi la nouveauté de la situation. Elle a en effet adopté le 8 décembre dernier une déclaration dans laquelle les pays membres rappellent plusieurs exigences : édification d'un État palestinien indépendant à côté de l'État d'Israël ; arrêt des "implantations" ; non reconnaissance de l'annexion de Jérusalem-Est ; solution dans les frontières de 1967... Le ton est un peu plus ferme.

Certes, il faut s'interroger. Pourquoi l'Union européenne ne propose-t-elle pas une initiative autonome et continue de s'en remettre à l'action des États-Unis ? Pourquoi le mot colonie n'apparaît jamais dans ce texte ? Pourquoi, un an après Gaza, il n'est pas demandé clairement la levée du blocus qui étouffe littéralement cette partie de la Palestine ? Pourquoi il n'est pas question du rapport Goldstone ? Pourquoi il n'y a pas un mot sur les prisonniers ? Autant de questions pertinentes... Mais est-ce vraiment l'essentiel aujourd'hui ?

Nul ne peut s'étonner que la France et ses partenaires européens, non seulement laissent faire Washington à sa guise, mais choisissent d'arrondir les angles pour ne pas fâcher leur allié privilégié israélien... quels que soient les événements...

Sauf qu'il ne s'agit plus simplement "d'événements". Une question décisive est aujourd'hui posée. Une page est tournée. La mort du processus d'Oslo est actée. Il n'y a plus de négociation. Les faits accomplis de la colonisation mettent en question les conditions et la possibilité d'un État palestinien souverain et viable. La brutalité de l'occupation militaire et l'absence de perspective politique ont créé une division très préjudiciable au peuple palestinien... La situation est d'une gravité exceptionnelle. Il ne suffit pas d'appeler pour la énième fois à la négociation, même sur un ton un peu plus appuyé ! Il ne suffit pas de renvoyer une solution véritable à un futur et hypothétique «statut final» dont on parle toujours sans jamais l'entrevoir. La question posée est : comment sort-on de cette impasse ? Comment peut-on dégager un nouveau chemin, un nouveau cadre international (une Conférence ?) pour un vrai règlement politique, conforme aux résolutions de l'ONU et au droit international ? Quelle responsabilité collective pour ce qu'on appelle "la Communauté internationale" ? Comment contraindre réellement les autorités israéliennes à s'engager dans une telle voie ? Ce sont ces questions qu'il faut poser et auxquelles la France et l'UE devraient apporter des réponses.

Les communistes et bien d'autres progressistes ont décidé de poursuivre et d'amplifier l'action pour l'édification d'un État palestinien (dans les conditions que l'on connaît), pour le démantèlement du mur et la libération des prisonniers, pour un règlement politique dans la justice et une sécurité partagée. Dans cet esprit, une campagne unitaire pour l'application de sanctions a été lancée en France et sur le plan international. Une campagne tournée contre la colonisation puisqu'il s'agit là du problème essentiel. Le PCF s'y engage comme il s'engage dans le soutien à la marche internationale contre le blocus de Gaza, la *Gaza Freedom March* du 1er janvier 2010.

N'oublions pas : après Gaza, la situation est plus grave, mais la sensibilisation et le jugement critique de l'opinion publique sont plus forts. Il faut transformer l'indignation en raison d'action et de rassemblement.

Jacques Fath, responsable des Relations internationales

**GRAND MEETING
du Front de Gauche**

10 janvier - 14h

Palais des Congrès
Paris - porte Maillot
avec Christian Picquet
Jean-Luc Mélanchon
Marie-George Buffet



calendrier

- **Soirée Palestine : Gaza 1 an. Et maintenant ?** sous la présidence de Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, avec Pierre Laurent, Hind Khoury, Esther Benbassa, Stéphane Hessel, Bernard Ravenel, Samir Abdallah, au siège du PCF, le 6 janvier à 18h30
- **Soirée unitaire Bolivie**, à l'occasion de l'investiture du président Evo Morales, organisée par le Collectif unitaire pour la Bolivie (dont le PCF est membre), le 23 janvier 2010 à Ivry-sur-Seine
- **Rencontre des partis et forces progressistes d'Amérique latine et d'Europe**, au siège du PCF, du 29 au 31 janvier 2010
- **Transform! Europe** organise un séminaire européen : *The Crisis in Europe. Depression economics, social crisis, state policy, alternatives*, Vienne (Autriche), 15 et 16 janvier 2010
http://www.transformnetwork.net/uploads/media/Folder_transform_crisis_of_europe_2010-01-15.pdf
Pour tout renseignement : Élisabeth Gauthier - elgauthi@internatif.org

Afrique

Processus électoraux

L'année prochaine, en 2010, la France « officielle » va fêter le cinquantenaire des indépendances en Afrique. Quelle ironie du sort que le parti au pouvoir en ce moment, en France, est celui-là même qui avait exprimé l'idée d'un « rôle positif de la colonisation » dans un texte de loi. De quelle indépendance s'agit-t-il ? Pour bon nombre d'Africains, il ne s'agit que d'une indépendance de façade. Il y a bien des symboles de l'indépendance, certes, comme le drapeau, les ambassades. Mais qu'en est-il par exemple de la monnaie qui se gère toujours à Paris, la capitale de l'ancienne puissance coloniale ? Quel est le rôle des grands groupes industriels et financiers ? Comment s'exerce le poids de la présence militaire française ?...



L'indépendance d'un pays a besoin de l'indépendance de ses dirigeants. Une bonne partie de l'opinion africaine et bon nombre de citoyens français savent que la France a une place déterminante dans la désignation de nombreux présidents africains encore aujourd'hui. Pour faire bonne figure au sein des instances internationales, mais aussi pour conférer un minimum de légitimité et de stabilité au système, la France aide régulièrement à organiser des élections. Comme récemment au Congo Brazzaville et au Gabon, où les peuples sont de moins en moins dupes et se révoltent à l'annonce de résultats électoraux qui ne sont certainement en rien le fruit d'un scrutin démocratique. Il s'ensuit une répression bien souvent sanglante. Le monde des « démocraties occidentales » s'en accommode, semble-t-il.

L'opinion publique en France ne devrait pas s'habituer à ces mascarades électorales, qui constituent une grave négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Des élections équitables, transparentes et sans violence, avec une commission électorale nationale impartiale et indépendante, un planning précis, une liste électorale mise à jour, un audit indépendant, le contrôle de la production et de la distribution des bulletins de vote, une procédure de dépouillement et de transmission des résultats conforme aux normes internationales de transparence, avec l'attribution de moyens suffisants et, si besoin, la présence d'observateurs internationaux qui pourraient aider à ce que les entraves à la collecte et à la diffusion des résultats soit évitées (en vérifiant par exemple que le courant électrique ou le télé-

phone le soir des élections ne sont pas coupés, que l'accès équitable aux médias est garanti, que les votes par procuration sont bien enregistrés, que sont obtenues des garanties de neutralité politique des institutions et des forces de sécurité durant toute la durée du scrutin...).

Ce sont là les attentes des démocrates et progressistes africains quant aux processus électoraux. Nous les soutenons dans leur lutte.

Les élections à venir fin février au Togo sont un test grandeur nature. La France, qui s'était précipitée à reconnaître la validité des dernières élections alors que l'Union Européenne doutait des résultats, saura-t-elle s'abstenir de soutenir en sous-main l'actuel président du Togo ?

Jean-Paul Vanhoove
collaborateur des *Relations internationales*

Chili Élections

Le premier tour des élections présidentielles et législatives au Chili place, en tête, Sebastien Piñera, candidat de la droite pinochetiste rassemblée dans la Coalition pour le changement (44 %). Il devra affronter, le 17 janvier prochain, le démocrate-chrétien Eduardo Frei, candidat de la Concertation (PS, démocrates chrétiens radicaux) qui a obtenu 29,62% des suffrages. Eduardo Frei devrait être soutenu par « Juntos podemos más por la democracia »: Parti communiste, gauche chrétienne et socialistes allendistes, dont le candidat Jorge Arrate a obtenu 6,21% des voix. L'ex-député socialiste Marco Enriquez Ominami, avec un résultat de 20% des voix, a rejeté tout accord au deuxième tour avec les candidats restés en lice. Il continue ainsi sur une ligne qui se veut ni de droite ni de gauche et se place déjà dans la perspective des prochaines échéances électorales.

Le bipartisme qui existait depuis le départ de la présidence d'Auguste Pinochet vient d'être rompu avec l'entrée de trois communistes au parlement et par l'émergence du populisme du candidat Enriquez-Ominami. Ces résultats montrent que le candidat de la droite peut être battu au deuxième tour à condition que le rassemblement des anti-pinochetistes se produise.

Obey Ament
responsable Amérique latine



Asie orientale

Voyage de Barack Obama

Barack Obama vient d'effectuer un voyage en Asie orientale qui, du 13 au 19 novembre, l'a conduit successivement au Japon, à Singapour, en Chine et en Corée du sud. Non sans raisons apparentes, les médias se sont focalisés sur les étapes de Shanghai et de Beijing : les États-Unis sont les débiteurs de la Chine, qui dépend d'eux pour ses exportations et, comme l'a dit l'hôte de la Maison blanche devant des étudiants chinois, les grands défis de notre temps ne peuvent être relevés sans l'engagement des deux pays. Il a été convenu de poursuivre le dialogue stratégique sur les questions économiques et financières, de s'informer réciproquement des affaires militaires, de poursuivre la coopération scientifique et technique, notamment en matière de transports, et de participer de façon constructive au sommet de Copenhague. A minima faudrait-il dire, les États-Unis se situant en deçà des objectifs de Kyôto et étant parvenus à faire endosser une partie des responsabilités aux pays émergents, dont la Chine, qui prend d'ailleurs conscience de l'ampleur et de l'urgence du problème. Les questions qui fâchent – le Tibet, les droits de l'Homme, la parité du yuan – ont été laissées de côté, ce qui a été reproché par l'opposition républicaine, oublieuse que ce n'est pas si simple et qu'il y a d'autres sujets de désaccord, le privilège exorbitant du dollar, l'origine de la crise financière,



les obstacles dressés devant certaines exportations chinoises ou les conséquences des aventures militaires poursuivies depuis plus de huit ans dans le « Grand Moyen Orient ».

Les autres étapes, Tôkyô et Séoul, n'étaient pas de pur protocole, mais la plus importante, malgré sa brièveté, aura été celle de Singapour. Elle était le prétexte du voyage, puisqu'on devait y célébrer le 20ème anniversaire du forum de coopération de l'Asie et du Pacifique (APEC) auquel participait la quasi totalité des pays d'Asie orientale. Cette organisation, aux mécanismes assez lâches, avait été fondée pour pousser l'intégration économique de la région grâce à la libéralisation des flux de marchandises et de capitaux. A bien des égards, ces objectifs ont été atteints, mais des choses inattendues se sont produites au cours des deux dernières décennies. D'une part, l'ASEAN, qui regroupe les dix États de l'Asie du sud-est, a renforcé sa cohésion interne et est devenue le moyeu des relations internationales en Asie orientale, en créant un forum régulier avec tous ses partenaires et aussi l'ASEAN+3 (à savoir les trois pays de l'Asie du nord-est, Chine, Japon et Corée du sud). D'autre part, l'émergence si rapide et massive de l'économie chinoise fait bouger les lignes et déplace le centre de gravité. Enfin, les leçons de la crise financière de 1997-1998, qui avait durement affecté la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et la Corée du sud n'ont pas été oubliées. Les États asiatiques qui le pouvaient ont constitué de colossales réserves de change, veillé à maintenir des parités compétitives, soutenu leurs champions nationaux et dopé leurs fonds souverains. Plus récemment, face à la crise systémique née aux États-Unis, ils ont pris une série de dispositions en commun pour tenter d'en limiter l'impact : accords SWAP, constitution d'un fonds régional de 100 milliards de dollars, etc.

Le chemin à parcourir reste long et les contradictions nombreuses. Cette autonomisation pose néanmoins problème aux États-Unis, qui sont exclus de l'ASEAN+3 et qui se trouvent progressivement marginalisés dans un processus de prise de décisions dont d'ailleurs ils comprennent mal les procédures. Il importe de réagir et de refaire le terrain perdu, en essayant d'entrer dans les groupements décisifs ou d'en orienter les décisions. C'est la raison pour laquelle, par exemple, Washington vient d'accéder au « traité d'amitié et de coopération » que propose l'ASEAN à qui veut bien s'intéresser à elle et Obama se targue d'être le premier président des États-Unis à avoir réuni autour de lui les dix membres de cette association à l'occasion de l'escale de Singapour.

Patrice Jorland et Christiane Marcie
collaborateurs des *Relations internationales*

SUGGESTIONS

de lecture

Semaine du 30 novembre au 4 décembre, dans la rubrique "L'invité de la semaine" de *l'Humanité*, articles quotidiens de **Nawel Bab-Ahmed**, adjointe PCF au Maire de Lyon, membre de la *Délégation des femmes en Palestine* (20-24 novembre)

Article de Jacques Fath : *L'état du monde*, paru dans le supplément *Communistes* de *l'Humanité* du 26 novembre (version longue sur demande)

Article d'Obey Ament : *Amérique latine, la lutte pour la paix aussi à l'ordre du jour*, paru dans le supplément *Communistes* de *l'Humanité* du 2 décembre

Revue d'Espace Marx *Transform! 05 2009*
Crise globale, résistances, propositions, stratégies
espaces-marx@espaces-marx.org

Livre de Karim Mroué : *Un demi siècle d'utopie, mémoires d'un dirigeant de la gauche libanaise*, Téraèdre, 2009

Roumanie

Impasse politique

L'élection présidentielle des 22 novembre et 6 décembre 2009 n'aura pas permis de sortir la Roumanie de la situation de blocage politique qu'elle connaît notamment depuis l'implosion en octobre de la coalition au pouvoir qui regroupait la droite démocrate libérale (PDL) du président sortant Traian Basescu et le Parti social démocrate (PSD) de Mircea Geoana. Traian Basescu l'a emporté sur le fil avec 50,33% contre 49,66% à son adversaire. Ce dernier, après le premier tour, avait réussi à rallier les Libéraux (20%) ainsi que les partis représentant les minorités germanophones, hongroise et rom*.

Alors que le pays est touché par une brutale récession économique (PIB en recul de 8%, chômage passant de 4 à 8%), les gouvernants se sont vu contraints par le FMI notamment à former un gouvernement stable qui puisse appliquer une cure d'austérité drastique s'ils veulent voir confirmé le versement d'un prêt de 20 milliards d'euros conditionné à la réduction drastique des dépenses publiques (licenciements massifs et réduction des salaires dans la fonction publique notamment). C'est pour résister à cette politique que les plus importantes mobilisations sociales depuis 20 ans (fonctionnaires dont juges et policiers) ont secoué le pays pendant la période électorale.

La crise actuelle est ainsi révélatrice du fonctionnement de l'Europe actuelle et des conditions dans lesquelles s'effectue l'élargissement de l'UE. Au-delà des difficultés d'une classe politique engluée dans le clientélisme et la corruption, la question qui continue à être posée, c'est celle du conditionnement de toutes les aides (aujourd'hui celles du FMI et de la Banque mondiale) à une accélération de la mise aux normes de l'économie roumaine sur les bases du néo-libéralisme et d'une intégration de plus en plus poussée dans le partenariat euro-atlantique dicté par les États-Unis avec leur bras armé que constitue l'OTAN (la Roumanie est membre de l'OTAN depuis mars 2004). Déjà lors du processus d'adhésion de la Roumanie à l'UE (finalisé en 2007), les demandes des bailleurs de fond internationaux, tout comme celles de l'UE, en contrepartie de l'accélération du processus d'adhésion, avaient porté sur le contrôle des salaires, l'accélération du processus de privatisation et de restructuration du potentiel industriel et de l'agriculture, avec à la clé une aggravation des inégalités et de la pauvreté, même si le chômage a été un temps masqué par une émigration massive. Sur le plan de la politique extérieure de sécurité et de défense, la Roumanie, après avoir soutenu toutes les opérations de l'OTAN dans les Balkans, est aujourd'hui au centre du nouveau système de défense que les États-Unis veulent implanter en Europe après la suspension de l'installation d'un bouclier antimissiles en République tchèque et en Pologne.

Ainsi, alors que vont perdurer – avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne – les règles ultra-libérales de l'Europe actuelle (conditions fiscales et sociales abaissées pour le capital favorisant le chantage aux délocalisations, réduction des coûts salariaux...); il n'est pas sûr que, malgré les difficultés à voir émerger une alternative politique de progrès, le refus d'une mise en concurrence de plus en plus effrénée à laquelle sont soumis les travailleurs européens, ne devienne un des leviers d'une contre-offensive des peuples et des forces progressistes européennes contre cette Europe du capital, comme ont commencé à le montrer – à leur manière en Roumanie – les travailleurs de Dacia-Renault.

* Le Parti de l'Alliance socialiste, membre du Parti de la Gauche européenne, était représenté par Constantin Rotaru qui a obtenu 0,45% des voix, le nouveau parti des Verts se situant à 0,62%. L'extrême droite (Parti de la Grande Roumanie) a réalisé 5,56% en recul par rapport aux précédentes élections.



Espagne

Congrès du Parti communiste

Le 18ème Congrès du Parti communiste d'Espagne s'est tenu les 6, 7 et 8 novembre à Madrid. Sous le mot d'ordre « Il y a une issue à gauche, luttons pour le socialisme », 555 délégués représentaient les fédérations d'un parti qui revendique 19.000 adhérents. Le Congrès a approuvé à une très large majorité (85%) les thèses politiques et les propositions organisationnelles incluant les statuts. Une majorité équivalente a élu un Comité fédéral de 180 membres qui a lui-même élu – à l'unanimité – le nouveau secrétaire général du Parti, Jose Luis Centella.

Les travaux du Congrès ont souligné le double défi auquel est confronté le PCE. D'abord celui de sa propre « restructuration » au plan organisationnel (recherche d'une plus grande cohésion; unité d'action passant par son renforcement, sa présence et visibilité politique dans la société) et redéfinition pour cela d'un projet politique et idéologique, un nouveau manifeste-programme. Le document de thèses politiques approuvé affirme que, dans la prochaine étape, le PCE travaillera à construire une alternative démocratique anticapitaliste et républicaine (aller vers le socialisme du XXIème siècle).

Le Congrès a aussi discuté des conditions dans lesquelles le PCE devait affirmer et renforcer sa présence dans la Gauche Unie, le référent politique institutionnel à travers lequel il inscrit son action. Il a décidé de s'investir ainsi dans le processus de refondation de cette organisation qui devrait la conduire à mieux porter la convergence politique et sociale progressiste à laquelle travaillent les communistes*.

Le Congrès a également analysé la profonde crise économique et sociale que traverse le pays avec, en particulier, une récession économique qui a provoqué une véritable explosion du chômage (4 millions de chômeurs, 20% de la population active) et une spéculation effrénée sur le logement. Lors de leurs interventions devant le Congrès, les principaux dirigeants du PCE, tout comme le coordinateur général de la Gauche Unie, Cayo Lara, ont souligné l'importance de la participation du PCE et de la Gauche Unie à la mobilisation générale des syndicats espagnols (Commissions Ouvrières et UGT) le 12 décembre à Madrid, qui avait pour but d'inciter le patronat et le gouvernement à prendre les véritables mesures qui s'imposent pour sortir le pays de la crise, en particulier, en préservant l'emploi, le pouvoir d'achat et la protection sociale. Une manifestation – à l'appel de la Gauche Unie et du PCE – réunissant 15.000 personnes à Séville le 29 novembre, a contribué également à faire monter les exigences d'un véritable tournant à gauche du gouvernement socialiste face à l'agressivité de la droite.

* En 1986, le PCE a contribué avec d'autres forces politiques à la fondation de la Gauche Unie, à la fois constituée comme coalition électorale et comme mouvement politique et social. La Gauche Unie a décidé lors de sa 9ème assemblée fédérale de novembre 2008 à Rivas (Madrid) au cours de laquelle a été élu un nouveau coordinateur général, Cayo Lara, lui-même issu du PCE, de lancer un appel à la « refondation de IU ». Cet appel concrétisé le 28 novembre 2009 à Madrid souligne l'exigence d'impulser en profondeur un processus de construction d'une alternative politique, d'un nouveau projet pour la gauche en Espagne avec de nouvelles conquêtes démocratiques, à partir d'un dialogue large et ouvert entre les forces politiques et sociales qui pourraient en être partie prenante et les citoyens. Ce processus doit culminer en juin 2010.



« COPENHAGUE » et ses incidences géopolitiques

À la date de rédaction de cet article, la Conférence de « Copenhague » n'est pas terminée, mais les dés en sont pratiquement jetés. En préambule, un bref rappel historique. Elle est destinée en principe à donner une suite au Protocole de Kyoto, signé en 1997, qui expirera en 2012. Ce dernier, faisait obligation aux pays dits « industrialisés », listés à l'Annexe I du Protocole (pays de l'OCDE, pays dits « en transition » de l'Est européen, Russie et Ukraine) de réduire collectivement leurs émissions de « gaz à effet de serre » (GES) de 5,2 % par rapport à leur niveau de 1990, de manière différenciée selon les pays. Les USA, à l'époque, n'avaient accepté qu'une réduction de 7 % alors même qu'ils émettent deux fois plus de GES par tête d'habitant que la moyenne des pays européens et le Congrès US a ensuite refusé de ratifier. L'UE à 15 avait accepté collectivement – 8 %, répartis de manière différenciée entre ses membres (ex. France (stabilité), Allemagne, Danemark : – 21%, etc.). Par ailleurs, Kyoto ne comportait en fait qu'une seule sanction : le report des engagements non remplis en sus de ceux de la période suivante.

En 2007, le GIEC a formulé ses recommandations : pour maintenir l'augmentation de la température planétaire en dessous de 2°C, limite du « gérable » : nécessité de diviser par deux les émissions planétaires de GES d'ici 2050, par cinq celles des pays « industrialisés » qui ont alors reconnu (USA inclus) la validité de principe de ces objectifs. Mais au printemps 2009, l'aggravation de certains processus liés au réchauffement a conduit le GIEC à réclamer un plafonnement des émissions planétaires dès 2015 et des réductions drastiques dès 2020 pour les pays « industrialisés ». Par ailleurs, il a confirmé la gravité des conséquences potentielles du réchauffement, notamment pour les PED : centaines de millions de réfugiés climatiques prévisibles soit du fait de la montée des océans, soit du fait de la désertification, notamment en Afrique.

À ce jour, Kyoto n'est pas respecté. En dehors de l'UE, outre les USA (+ 14%), aucun pays de l'OCDE n'a rempli, et de fort loin, ses engagements. Au sein de l'UE à 15 (qui n'en est globalement qu'à -4% au lieu de -8%), seuls six pays peuvent les remplir : La France, la Suède, la Grande Bretagne, l'Allemagne (grâce surtout au bonus de -13% apporté dès 1992 par la liquidation de l'industrie de la RDA), la Belgique et la Grèce. Les contre-performances de certains pays sont spectaculaires : Espagne (+50 %), Portugal (+40 %), Danemark (+4% au lieu de -21 %), etc. Les pays de l'Est européen, la Russie et l'Ukraine ont rempli, à leur corps défendant, leurs obligations du fait de l'effondrement de leurs économies et se situent en moyenne dans une fourchette de -20 à -30 % par rapport au niveau de leurs émissions en 1990.

Il y a deux leçons essentielles à tirer, selon nous, de cet échec relatif. La première, c'est que, sans sanctions réellement contraignantes, de nombreux États ne respectent pas en fait leurs engagements internationaux. Sans sanctions effectives, la crédibilité des nouveaux engagements qu'annoncent pays développés et grands pays émergents restera faible. La deuxième est que les mécanismes néolibéraux de marchés internationaux de permis d'émission ont confirmé leur inefficacité et les risques de dérives (effondrement du prix de la tonne de CO₂, spéculations) qu'ils comportaient. Leur reconduction est donc inquiétante.

Par ailleurs, « Copenhague » se déroule dans un contexte de crise économique mondiale (chômage, énormes dettes publi-



ques dans nombre de pays), d'une misère de masse touchant près de la moitié de la population planétaire, avec ses corollaires inacceptables (malnutrition, maladies diverses non soignées aboutissant à une dizaine de millions de morts annuels au bas mot). Mettre fin à ce scandale est un impératif aussi urgent que celui de la lutte contre le réchauffement. Ces deux défis exigeront pour être relevés des investissements colossaux, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers de milliards de \$, pour une bonne part non rentables, au sens capitaliste du terme, et devant relever de financements publics, nationaux et internationaux. Sur un autre plan, une certaine multipolarité s'est confirmée, avec ses chefs de file : USA, UE pour les pays « industrialisés », Chine pour les grands pays émergents, même si chaque pays se positionne aussi selon ses propres intérêts. Les PED, pourtant les plus concernés, ne sont pas véritablement acteurs, se contentant de réagir aux propositions les concernant qui visent à les annexer au camp de tel ou tel leader. Les deux principaux pollueurs, les USA et la Chine, biaisent par tous les moyens pour minimiser leurs engagements. Obama n'a pris pour 2020 qu'un engagement inférieur à ce que les USA auraient dû faire au titre de Kyoto et il reste douteux que le Congrès entérine ses positions. La Chine, qui est devenue le principal émetteur de GES, a triplé ses émissions depuis 1990. Elle refuse toute idée d'un plafonnement de celles-ci et n'évoque qu'une réduction de 45 % de « l'intensité carbone » par unité produite, simple diminution du taux de croissance de ses émissions. Même cette promesse est peu crédible, car elle n'a pas tenu ses propres engagements en la matière (-20 % d'ici 2010, -5% réalisé). En fait, elle continue à donner la priorité absolue à sa course pour devenir la première puissance économique mondiale. Sa position n'est pas défendable, pas plus que celle des US. Cependant, le pacte de non-agression initial Chine-USA où chacun se gardait de mettre en cause la position de l'autre (esquisse du G2 ?) n'a pas résisté aux tensions de la Conférence. Les autres grands pays émergents ont plus ou moins suivi la ligne chinoise. La Russie bluffe, s'engageant, comme l'UE, à -20 % d'ici 2020, mais oubliant de rappeler qu'elle est déjà à -35 % par rapport à 1990. L'UE, se présente comme le bon élève, obéissant au GIEC, mais sa crédibilité pour réaliser -30 % d'ici 2020 est faible. Sa proposition pour aider les PED n'est qu'un mini-accès à l'énergie, interdisant tout développement réel. En réalité, les classes dirigeantes capitalistes refusent que l'accumulation financière capitaliste soit mobilisée en priorité et confirment que répondre réellement aux divers impératifs du « développement humain durable » exige un « dépassement » du capitalisme, si l'on veut éviter que l'humanité ne sombre dans la barbarie et les guerres. Le temps nous presse.

Paul Sindic

collaborateur des Relations internationales

EUROPE

Participation de Claire Chastain à la réunion de l'International Coordination Committee (ICC)-No to War No to NATO, exécutif du Collectif international contre l'OTAN, à Lisbonne du 10-12/12.

Participation notamment de Christine Mendelsohn, membre de l'exécutif du PGE et Hervé Bramy, responsable de la Commission environnement du PCF, à la délégation conduite par Pierre Laurent, à Copenhague à l'occasion de la Conférence internationale sur le climat, les 11-12/12.

Communiqués de presse et autres liens

Suisse : une extrême droite populiste joue sur les peurs et le mensonge 30/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4225>

Dissolution du parti kurde de Turquie DTP : un acte de répression judiciaire à condamner! 14/12
http://www.pcf.fr/spip.php?article4319&var_recherche=kurde

Message de Marie-George Buffet à la Gauche Unie d'Espagne (sur demande cchastain@pcf.fr).

AMÉRIQUE LATINE

Rencontre d'Obey Ament avec Cristian Dominiguez, secrétaire de défense des ressources naturelles et de l'environnement (CSUTCB), membre de la délégation bolivienne à la Conférence internationale sur le climat de Copenhague, le 27/11.

Rencontre de Jacques Fath et Obey Ament avec Gloria Flores, membre de la direction du Polo Democrático Alternativo (PDA) de Colombie, le 2/12.

Rencontre au Sénat de Nicole Borvo, sénatrice et présidente du Groupe communiste et républicain au Sénat et Obey Ament avec Patricia Torres, porte-parole des femmes victimes de violences sexuelles d'Atenco au Mexique, invitée par Amnesty International France, le 4/12.

Participation d'Obey Ament à la Rencontre internationale des partis et à l'ouverture du Congrès du PSUV, à Caracas, du 18-21/11 (*et non du Parti communiste du Venezuela, tel qu'indiqué par erreur dans le calendrier de LRI de novembre*).

Participation d'Emmanuelle Becker, conseillère municipale du 13e arrondissement de Paris, à la rencontre solidaire avec la Bolivie plurinationale, souveraine et démocratique, organisée par le Collectif de solidarité avec la Bolivie (dont le PCF est membre) à Paris 2e arrondissement, le 21/11.

Participation d'Obey Ament et Christine Mendelsohn à la réunion du groupe de travail Amérique latine du PGE, Bruxelles, 28/11.

Communiqués de presse et autres liens

Honduras : seul le retour du gouvernement légitime peut garantir des élections libres et démocratiques 30/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4226>

Messages de Marie-George Buffet à Evo Morales, président de la Bolivie et à Javier Mujica, président élu de l'Uruguay (sur demande cchastain@pcf.fr).

AFRIQUE

Rencontre de Jacques Fath avec Rachid Saeed, membre du Comité exécutif du parti communiste du Soudan et représentant du parti en France, le 24/11.

Rencontre de Jacques Fath, Daniel Feurtet et Aly Ndiaye avec une délégation du Mouvement pour la Justice et l'Égalité (JEM) du Soudan, le 16/12.

Participation de Jean-Louis Frostin, membre de la direction du PCF, au Congrès du Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA) à Luanda du 7-10/12.

Participation d'Olivier Dartigolles, membre de la direction du PCF, porte-parole national du PCF, au Congrès du Parti Communiste Sud-Africain (SACP), à Polokwane du 9-12/12.

ASIE

Rencontre de Jacques Fath, Pierre Marcie et Claire Chastain avec André Aubry et Guy Dupré, du Comité international de liaison pour la réunification et la paix en Corée (CILRECO), sur les enjeux régionaux de sécurité et la situation en Corée du Nord et du Sud, le 1/12.

Rencontre de Jacques Fath avec Trinh Ngoc Thai, ancien Ambassadeur en France et vice-président de la Fondation pour la paix et le développement au Vietnam, le 4/12.

Rencontre de Pierre Laurent, Jacques Fath, Christiane Marcie et Claire Chastain avec une délégation du Parti communiste de Chine, conduite par Liu Jieyi, vice-ministre du Département international du Comité central du PCC, composée de cinq membres du Bureau d'Europe de l'Ouest du Département international du Comité central du PCC, le 7/12.

Participation de Meriem Derkaoui, membre du Conseil national du PCF, à la Conférence des Partis communistes et ouvriers sur la crise mondiale, les alternatives et le rôle des partis communistes, à New Delhi, du 20-24/11.

Participation de Jacques Fath et Danièle Fath à la réception donnée à l'Ambassade du Vietnam, le 10/12.

Participation de Claire Chastain à la Conférence de presse convoquée par les associations tamoules de France, le 14/12, après le référendum d'autodétermination du peuple tamoul en diaspora, organisé en France les 12-13/12.

Communiqués de presse et autres liens

Envoi de soldats en Afghanistan : une fuite en avant dans la guerre contre l'intérêt des peuples afghan et américain 1/12

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4246>

Communiqué de Michelle Demessine, sénatrice PCF du Nord, relatif à l'expulsion prévue mardi 15 décembre de neuf afghans, 14/12 (sur demande cchastain@pcf.fr).

Intervention de Jean-Paul Lecoq, député PCF, au débat sur l'Afghanistan à l'Assemblée nationale, le 16/12 (sur demande cchastain@pcf.fr).

MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT

Participation à la Délégation des femmes en Palestine, organisée par l'AJPF (Association des Villes françaises jumelées avec les camps de réfugiés palestiniens), de Claire Chastain, Sylvie Jan, de nombreuses communistes élues (Catherine Peyge Maire de Bobigny, Marie-Pierre Vieu vice-présidente de la région Midi-Pyrénées, Odette Terrade sénatrice, Hélène Luc sénatrice honoraire, Nawel Bab-Ahmed maire adjointe du 1er arrondissement de Lyon, et bien d'autres), ainsi que des membres d'associations, des journalistes (dont *l'Humanité*), des artistes, des syndicalistes, à Jérusalem, Betléhém et Ramallah, du 20-24/11.

Délégation parlementaire de Michel Billout, sénateur PCF, et Marc Dolez, député du Parti de Gauche, à Jérusalem (rencontre avec Salah Hamouri), du 22-24/11.

Communiqués de presse et autres liens

Tunisie : un pays où procès et élections sont fabriqués de toute pièce 27/11.

http://www.pcf.fr/spip.php?article4328&var_recherche=Tunisie

Lettre de Nicole Borvo en soutien à Taoufik Ben Brick, adressée à son avocate Maître Radhia Nasraoui, 2/12 (sur demande cchastain@pcf.fr)

Proche-Orient : le bal des hypocrites est ouvert 26/11. <http://www.pcf.fr/spip.php?article4194>

Lettre de Marie-George Buffet à Nicolas Sarkozy, concernant Aminatou Haïdar, militante pour les droits humains du Sahara occidental, 8/12 (sur demande).

http://www.pcf.fr/spip.php?article4330&var_recherche=aminatou%20ha%C3%AFdar

AUDITIONS PUBLIQUES AU SIÈGE DU PCF

Réunion de la Commission *Relations internationales* sur les enjeux géopolitiques liés aux questions du changement climatique, présentation de Paul Sindic, le 2/12

Réunion spéciale de la Commission *Relations internationales* sur le nucléaire iranien, avec François Géré, directeur de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) et spécialiste de l'Iran, et en présence des représentants de l'ensemble des forces progressistes iraniennes en France, le 8/12

Audition publique de Karim Mroué, ancien secrétaire général-adjoint du Parti communiste libanais, écrivain, personnalité libanaise et intellectuel connu dans le monde arabe, sur la question de l'Islamisme politique, le 9/12. (Karim Mouré a également présenté son dernier ouvrage *Un demi-siècle d'utopie, mémoires d'un dirigeant de la Gauche libanaise*, à la Maison de l'Amérique latine, en présence de Jacques Fath et de nombreux Communistes, le 7/12).

COLLECTIFS UNITAIRES

Participation régulière du PCF au Collectif Bolivie, Palestine, Togo, Semaine anti-coloniale, Maghreb, OTAN-Afghanistan (national et international), Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire (ICAN)

la délégation des femmes

L'association pour le jumelage des villes françaises avec les camps de réfugiés palestiniens (AJPF) a emmené du 20 au 24 novembre, une délégation de 45 femmes en Palestine. Des maires, conseillères municipales, sénatrices, conseillères régionales... ainsi que des membres d'associations, des syndicalistes, des journalistes, des artistes. Une composition large et hétéroclite, des regards différents pour appréhender les choses et, in fine, une grande richesse. De nombreuses communistes étaient présentes, de petites et grandes villes de France. Et toutes les membres de cette délégation étions portées par la ferme volonté, au retour, d'agir concrètement.

Les objectifs de cette délégation étaient multiples: nous venions tout d'abord en Palestine et Israël, pour répondre à la délégation des femmes palestiniennes et israéliennes venue en France à l'occasion de la Fête de l'Humanité en septembre dernier. Nous venions exprimer notre solidarité, mais surtout voir, entendre et tenter de comprendre, afin de pouvoir ensuite témoigner de ce que nous avons vu et relayer les paroles entendues. Transmettre et faire de cette transmission un outil politique.

Pour la majorité d'entre nous, ce voyage en Palestine était une première, le choc en a naturellement été extrême. Celles qui venaient pour la seconde ou la troisième fois ont pu faire le constat sans appel d'une dégradation notoire de la situation. La colère, l'indignation et une profonde tristesse nous ont, elles, été communes et ne nous ont pas quittées.

Nous avons pu, tout du long, à travers nos rencontres avec des femmes bien sûr, mais également des hommes, des jeunes, des enfants, voir l'humiliation permanente. Nous avons aussi pu admirer une dignité toujours plus grande pour lui faire écho. Dans les camps de réfugiés de Bethléem et Ramallah, dans les quartiers arabes de Jérusalem Est, au ministère des Affaires des femmes de l'Autorité palestinienne, au Centre de la campagne pour la libération de Marwan Barghouti, avec les associations pour l'environnement, contre les expulsions, les avocates et parentes de prisonniers politiques, les anti-colonialistes... toutes les voix disent haut et fort leur détermination à défendre leurs droits, à commencer par celui d'exister, pour les Palestiniens, en tant que peuple. Toutes les formes pacifiques et « civilisées » de résistance que nous avons pu approcher en quelques jours forgent



hommage de la délégation des femmes à Yasser Arafat à la Muqata

la citoyenneté, participent du travail de mémoire et construisent le vivre ensemble.

C'est là la réponse faite à la déchirure, à la plaie béante que constitue le mur d'annexion, qui nous a suivies tout du long lui aussi, présent à chaque détour, surgissant devant nous, toujours, donnant une sensation d'étouffement, de claustrophobie, de monde sans échappatoire. Comment peut-on concevoir, tant qu'on ne l'a pas vu de ses propres yeux, que des personnes puissent être parquées dans leur quartier, contraintes de passer par un check-point pour sortir de chez elles travailler chaque jour, se réveiller et ouvrir la fenêtre de leur chambre sur un mur, lire le journal à la terrasse d'un café face à un mur, vivre coupées du trottoir d'en face par un mur ? On ne le peut pas.

Ce mur, plus il s'étend, plus il condamne à l'enfermement et menace la possibilité même d'un État viable pour les Palestiniens. Mais sans pouvoir rien n'y faire à moins de décider de sa propre destruction, il ouvre aussi, à chaque pan supplémentaire de béton, un espace d'expression. Les voix des Palestiniens et celles de la solidarité internationale d'y expriment d'ailleurs, partout, dans toutes les langues, sur tous les morceaux de mur et, de fait, bien au-delà. Parce que l'écho de ces mots écrits s'étend infiniment et sans check-point possible pour les retenir.

Certaines des images, parfois attrapées du coin de l'œil, ne s'effaceront pas. Comme, par exemple, alors que notre bus était arrêté à un check-point et que le jeune soldat, mitrailleuse pointée, vérifiait nos passeports un par un, j'ai tourné la tête à la fenêtre et saisi le sourire plein de candeur et d'admiration, et le geste d'aurevoir de la main, d'un petit garçon palestinien. Assis à l'arrière de la voiture que son père redémarrait, il souriait et saluait le jeune soldat qui venait de procéder aux contrôles d'usage. L'innocence de l'enfance.

la délégation des femmes...

Face à un processus de paix virtuel, il y a un processus de colonisation réel. Nous avons pu, peut être au plus près du cœur de la conflictualité mondiale, comprendre que la Paix peut soudain devenir très concrète et nous sommes déterminées, au retour, à le dire. Notre engagement consiste maintenant à expliquer, dénoncer, et agir pour que l'intolérable ne soit plus toléré. Une nouvelle délégation de 45 femmes de Palestine, d'Israël, des camps de réfugiés palestiniens du Liban, se rendra en France du 2 au 10 mars, autour de la Journée internationale des

femmes le 8 mars. Pour continuer, et faire concrètement, sans relâche, de la transmission notre outil politique.

Claire Chastain
Relations internationales

de retour de Gaza

Aller en Palestine, particulièrement dans la bande de Gaza, fait parti de ces voyages où il y a un avant et un après. La perception que l'on se fait du monde et des humains s'en trouve bouleversée. L'humain et le monde comme un possible d'un extrême à un autre. De son possible humanité à son possible inhumanité.

En Palestine, il y a un occupant et un occupé, respectivement un État d'Israël qui n'a d'autre objectif que d'empêcher la création de l'État Palestinien. Cette occupation est pensée et mise en œuvre méthodiquement, colline par colline en Cisjordanie, maison par maison à Jérusalem Est ou à Hébron. La pression israélienne est à son comble avec le blocus autour de la bande de Gaza. Pour l'imaginer, si comme vous n'aviez pas pu sortir de votre département en France depuis un an et que vous ne saviez pas quand vous pourriez en sortir et sans que personne ne puisse y rentrer. L'humiliation envers les Palestiniens est totale, violente et permanente.

L'infraction aux résolutions de l'ONU se poursuit sans qu'aucune des puissances occidentales, Europe et États-Unis, ne se manifeste au niveau qui serait de nature à infléchir la politique d'Israël. La preuve encore avec l'abstention de la France sur le rapport Goldstone.

Pour penser une issue, il est nécessaire d'agir sur les causes qui font qu'Israël bénéficie d'une telle impunité.

Condamner l'État d'Israël n'est pas faire acte d'antisémitisme. Il ne faut pas mêler l'histoire singulière et de grande portée du génocide des Juifs par les nazis à l'histoire du conflit du Proche orient et de la question de Palestine. Et dans cet esprit, il faut dénoncer toute instrumentalisation de la Shoah par les dirigeants israéliens. Les États-Unis, l'Europe et particulièrement l'Allemagne doivent se défaire de cette « culpabilité » et montrer l'exemple en matière de sanctions contre l'État d'Israël pour obtenir l'application des résolutions de l'ONU.

L'ère Bush a scellé l'alliance stratégique avec Israël aux États-Unis. Le lobby Israélien est faiseur de président américain. La solidarité des Américains avec les Palestiniens doit être plus forte que la pression des lobbies Israéliens sur les présidents Américains.



le mur autour de Al Ram, Jérusalem

Les dirigeants arabes veulent tenir leur peuple. L'autorité Palestinienne laïque, progressiste, sa tradition intellectuelle, cela fait peur aux autres pays Arabes. Un État Palestinien laïc, rayonnant et démocratique ne les enchante pas. L'exigence des pays arabes vis-à-vis d'Israël passe aussi par la démocratisation de leur vie politique.

Les aspects théocratiques de l'État d'Israël et la force des religieux pèsent sur l'émergence d'une force pacifiste Israélienne. Depuis Rabin, aucun dirigeant Israélien n'a compris que la logique guerrière n'aboutirait à rien. Les dirigeants israéliens restent engagés dans un jusqu'aboutisme sécuritaire et pro colonies. La solidarité avec les mouvements pacifistes Israéliens est plus que jamais d'actualité.

Le manque de considération des occidentaux vis-à-vis des Arabes demeure. Pour ne prendre que la France, il est évident que nous n'avons pas réglé avec nous-mêmes notre passé colonial. Les Européens ont devant eux ce travail de fondation d'une toute autre pensée de leur rapport aux peuples du continent africain. La volonté du président Sarkozy de mener le débat sur l'identité nationale conforte mon propos. Cette considération de supériorité occidentale sur les Arabes existe en Israël même, selon les origines d'Europe centrale ou d'Afrique du Nord.

Ces défis sont autant de batailles d'idées à mener. Si la diplomatie représente l'une des clefs pour desserrer l'étau israélien, la principale est entre les mains des opinions publiques.

Les élus communistes ont de quoi être utiles à faire de la Palestine un grand enjeu progressiste, humaniste et populaire, dans l'intérêt des Palestiniens, des Israéliens et, au-delà, de tous les peuples.

Bruno Piriou
vice-président du Conseil général de l'Essonne